

Avortement et réforme constitutionnelle : un pouvoir minoritaire, nocif et dangereux

mardi 28 juin 2022, par [Jacques COTTA](#)

Alors que les Etats-Unis, grand modèle de démocratie et de progressisme, donneur d'ordre mondial qui fait régner sa loi à travers l'OTAN et le dollar, qui jouit d'auxiliaires zélés avec l'Union européenne et les chefs d'états aux ordres, dont **Emmanuel Macron**, alors donc que les Etats-Unis remettent en cause le droit à l'avortement, voilà que notre président, via **Aurore Bergé**, la nouvelle « cheffe de file des députés Renaissance », a une idée pour tenter de surmonter la crise politique ouverte par la gifle reçue aux élections législatives.

Une initiative aussi grotesque que désespérée, aveu de faiblesse et de panique de la macronie.

> Il s'agirait d'organiser une « révision constitutionnelle pour inscrire "le respect de l'IVG" dans notre loi fondamentale ».

> Immédiatement **Elisabeth Borne** s'est déclarée enthousiaste.

En réalité il s'agit de montrer qu'au cas par cas des majorités peuvent se dégager. Ce serait là pour l'avortement avec une aile de LFI, demain pour les retraites ou autre joyeuseté avec LR...

Macron vise haut. Pour une révision constitutionnelle il faut l'adoption d'un texte identique par l'assemblée et le sénat, puis par référendum. Ou par les 3/5e du congrès, c'est à dire des deux chambres réunies. Bref, une mise au pas de toute opposition.

L'opération est grotesque et dénote la crise politique, mais aussi la crise de pensée dans laquelle se trouve le pouvoir. Car il propose un bouleversement constitutionnel alors qu'aucun courant politique en France ne remet en cause la loi Veil de 1975 qui autorise l'avortement.

Alors que **Marine Le Pen** a indiqué que "le RN n'a jamais attenté au droit des femmes à recourir à l'IVG », **François Bayrou** s'étonne que ce soit ce qui se passe aux États-Unis (...) qui entraîne un certain nombre de réactions effervescentes dans la vie politique française", avant de poursuivre qu'il n'est pas « pour qu'on décalque la vie politique américaine ».

Quelques jours seulement après le flop aux législatives, le pouvoir macronien illustre de la sorte le danger qu'il représente pour la Nation et nos valeurs. Au compte de petits arrangements politiques de circonstance, aujourd'hui il met en cause l'avortement en le mettant sur la place publique au nom d'un danger fantasmé, et demain ? Un référendum sur la peine de mort ?

Ce pouvoir est minoritaire, nocif, dangereux....

Jacques Cotta
le 27 juin 2022